



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

5 septembre 2014

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 3 octobre 2014.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11 : taux de chômage (Insee)*

◆ **Emploi**

- *Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16 : activité partielle*
- *Page 17 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En juillet 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a baissé de -0,2 % en Île-de-France (données CVS) et augmenté de +0,8 % en France métropolitaine. Cette légère baisse fait suite à deux mois de forte hausse. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +0,9 % dans la région et de +0,8 % en France métropolitaine. La hausse se poursuit donc dans cette catégorie.

En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,5 % en Île-de-France, contre +5,0 % en France métropolitaine.

Les hommes connaissent une hausse légèrement plus élevée que celle des femmes en juillet 2014 (+1,0 % contre +0,8 % en catégorie ABC).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC a augmenté de +0,5 % en Île-de-France au mois de juillet, et de +0,7 % en France métropolitaine. Sur les trois derniers mois, la hausse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi en région francilienne est beaucoup plus faible qu'en France métropolitaine. C'est l'inverse pour les seniors.

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable par rapport au trimestre précédent.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands est resté stable au 1^{er} trimestre 2014, alors qu'il baisse légèrement en France métropolitaine. Mais l'intérim est en baisse en mai 2014, en particulier dans le BTP et la construction de véhicules de transport.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de juillet 2014, le secteur de la construction continue à être le secteur qui sollicite le plus les mesures d'activité partielle. Les procédures de licenciement collectif affichent un niveau inférieur à celui observé en moyenne sur les douze derniers mois, le département des Yvelines étant le plus concerné par ces procédures.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2014

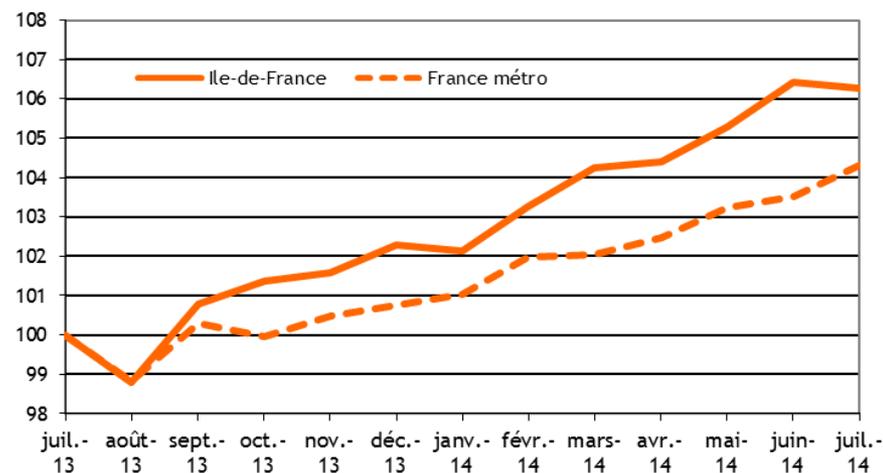
En juillet 2014, la demande d'emploi de catégorie A a diminué en Île-de-France de -0,2 % après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,8 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés a augmenté de +0,9 % dans la région, et de +0,8 % en France métropolitaine.

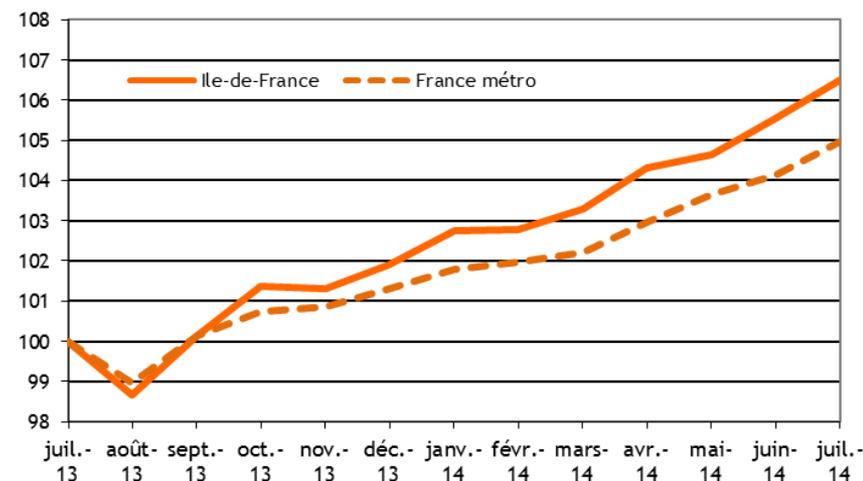
L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +6,3 % en Île-de-France et à +4,3 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi en région francilienne est en hausse de +6,5 % en un an, contre +5,0 % en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens affiche donc ce mois-ci un léger repli en catégorie A, mais continue de croître si on prend en compte les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en juillet 2013)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en juillet 2013)



Juillet 2014	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	649 010	3 424 400	-0,2	0,8	6,3	4,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	906 270	5 083 800	0,9	0,8	6,5	5,0

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2014

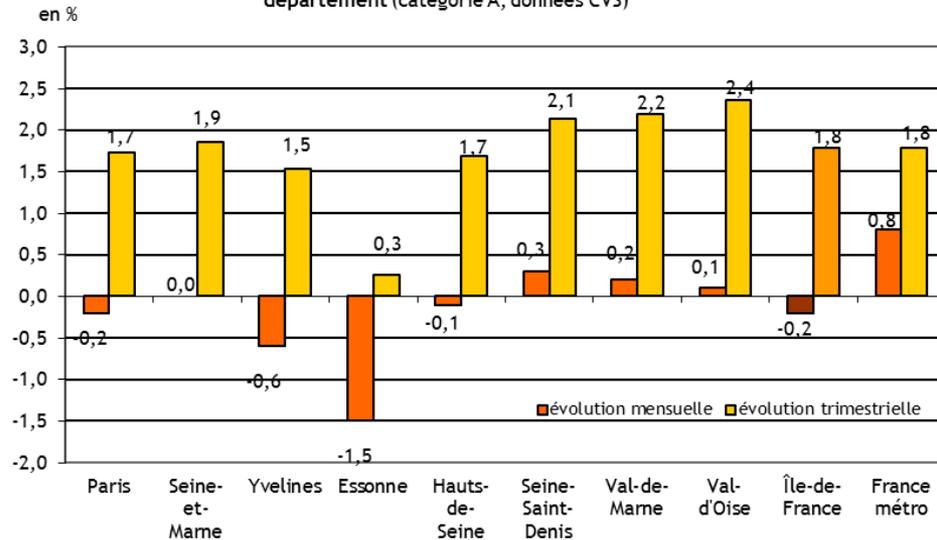
En juillet 2014, l'Essonne (-1,5 %) et les Yvelines (-0,6 %) affichent les plus fortes baisses en catégorie A. La plus forte hausse, en Seine-Saint-Denis, est de +0,3 %.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans tous les départements avec des évolutions allant de +0,2 % en Essonne jusqu'à +1,2 % dans le Val-d'Oise.

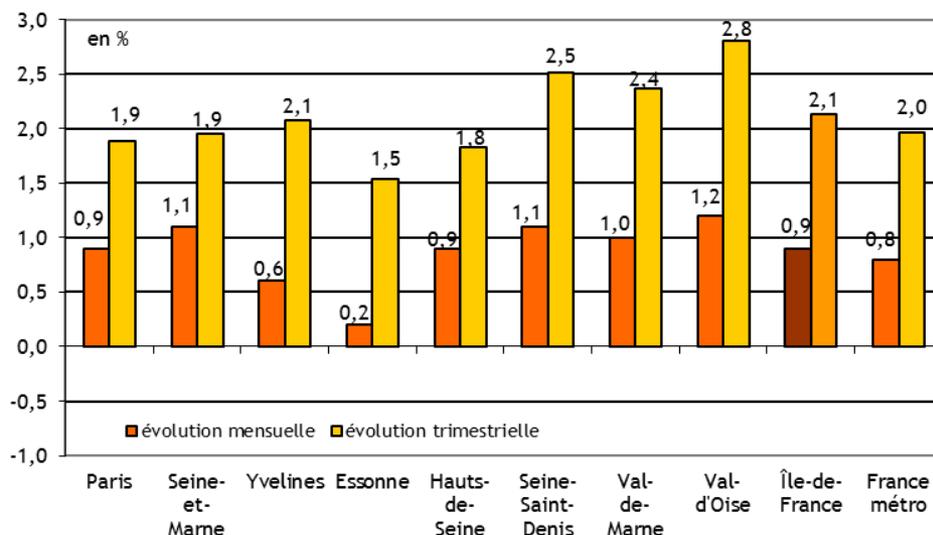
On observait depuis le début de l'année un décrochage dans l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A entre l'Île-de-France et la France métropolitaine. L'écart semble s'être effacé ces derniers mois. En témoignent les évolutions trimestrielles identiques.

En catégorie ABC, on observe aussi une évolution francilienne proche du niveau national.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



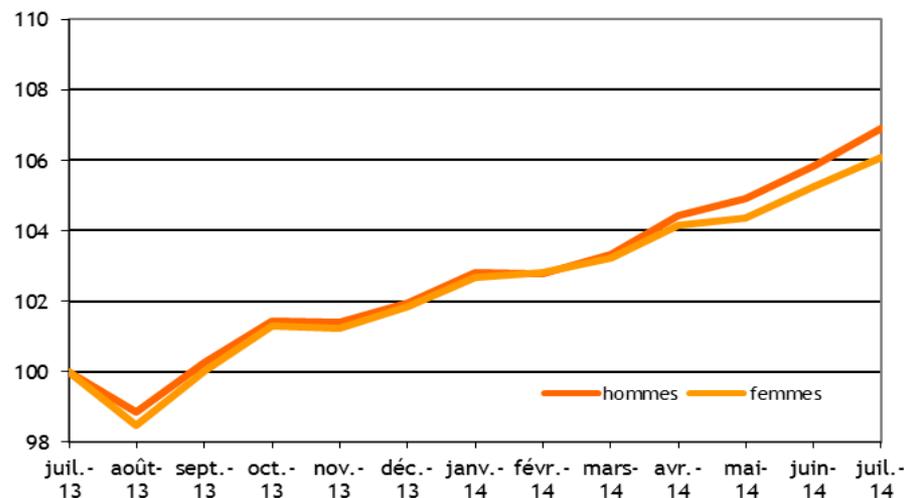
CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	132 220	-0,2	194 770	0,9
Seine-et-Marne	64 080	0,0	91 030	1,1
Yvelines	61 410	-0,6	85 560	0,6
Essonne	54 690	-1,5	77 790	0,2
Hauts-de-Seine	77 870	-0,1	107 310	0,9
Seine-Saint-Denis	115 920	0,3	154 980	1,1
Val-de-Marne	72 760	0,2	99 050	1,0
Val-d'Oise	70 060	0,1	95 780	1,2
Île-de-France	649 010	-0,2	906 270	0,9
France métropolitaine	3 424 400	0,8	5 083 800	0,8

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2014

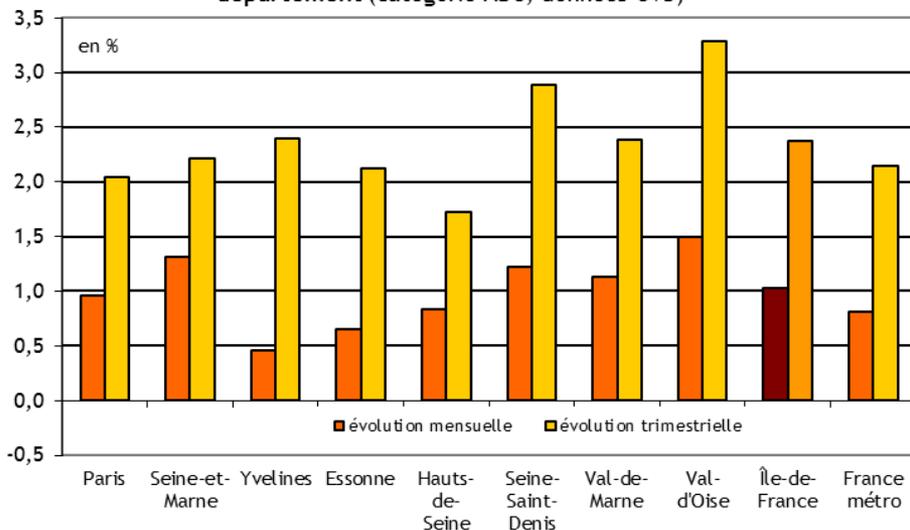
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en juillet 2014 de +0,8 %, et celle des hommes de +1,0 %.
- Au mois de juillet, l'augmentation de la demande d'emploi chez les hommes est plus forte que celle des femmes dans tous les départements franciliens, à l'exception des Yvelines et des Hauts-de-Seine.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +1,9 % en Île-de-France. Pour les hommes, la hausse atteint +2,4 %. L'écart qu'on observe entre hommes et femmes depuis quelques mois subsiste encore. Au niveau national, la hausse trimestrielle est également plus forte pour les hommes (+2,1 %) que pour les femmes (+1,8 %).

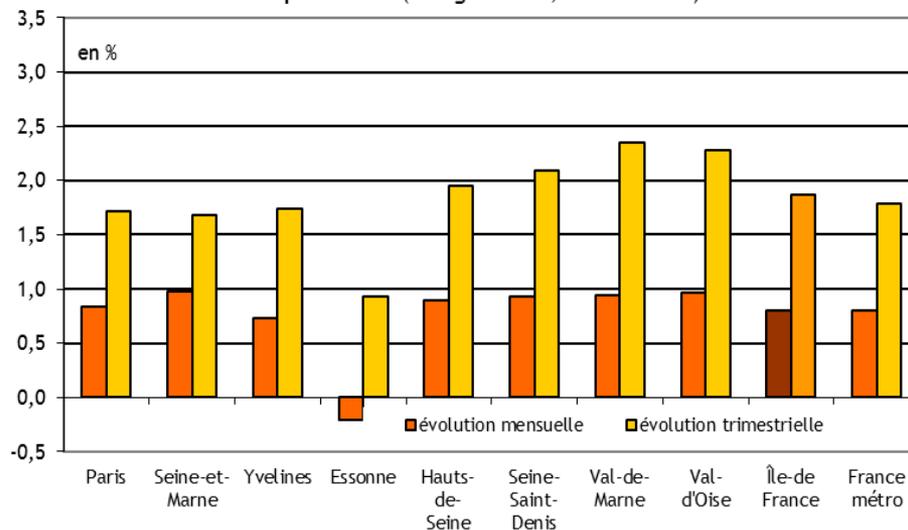
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2014

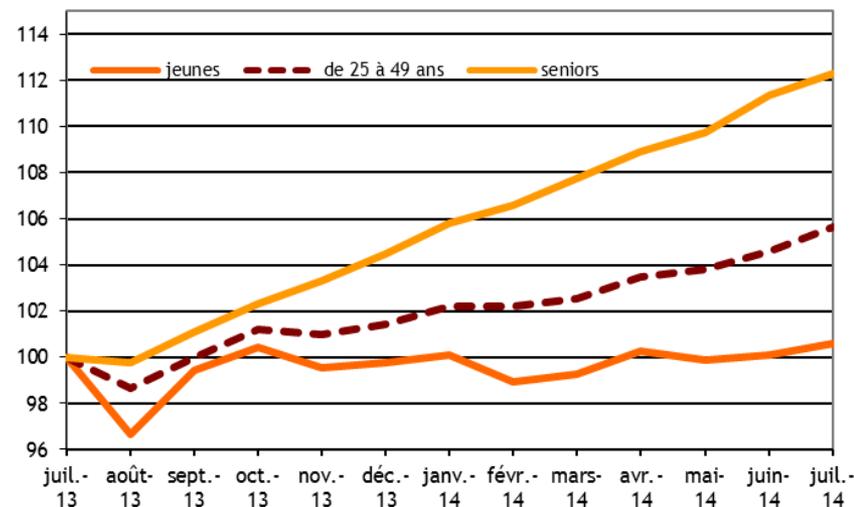
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente de +0,5 % en juillet 2014 dans la région et de +0,7 % en France métropolitaine. Sur trois mois, le nombre de jeunes inscrits augmente légèrement en Île-de-France (+0,3 %), bien moins qu'en France métropolitaine (+1,4 %).

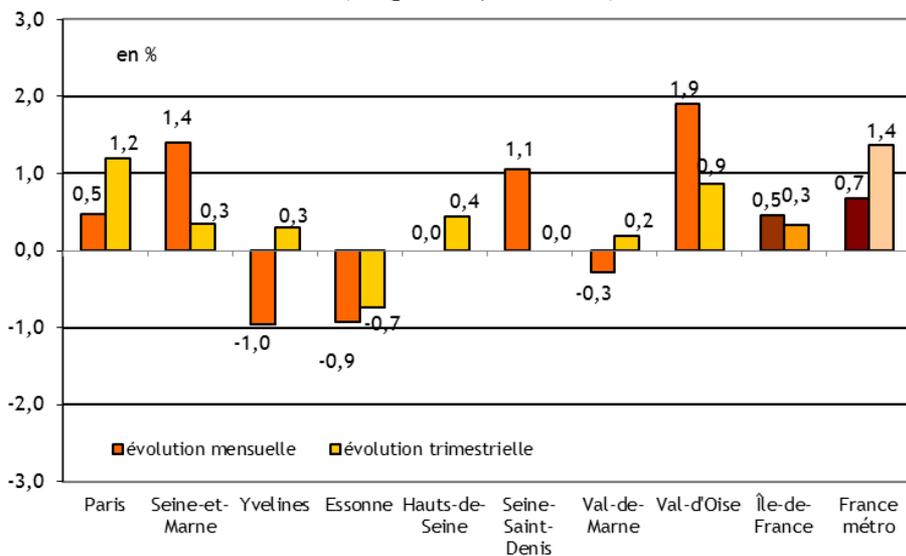
L'Essonne est le seul département francilien où le nombre de jeunes inscrits recule sur les trois derniers mois (-0,7 %). Paris (+1,2 %) et le Val-d'Oise (+0,9 %) enregistrent les plus fortes évolutions trimestrielles.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus continue d'augmenter en juillet 2014. La hausse est cependant un peu moins élevée qu'au mois précédent.

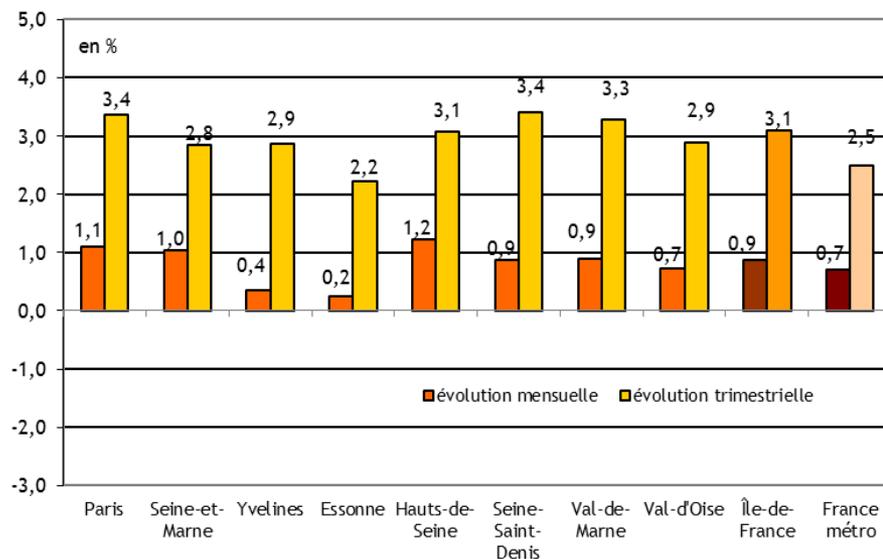
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2014

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

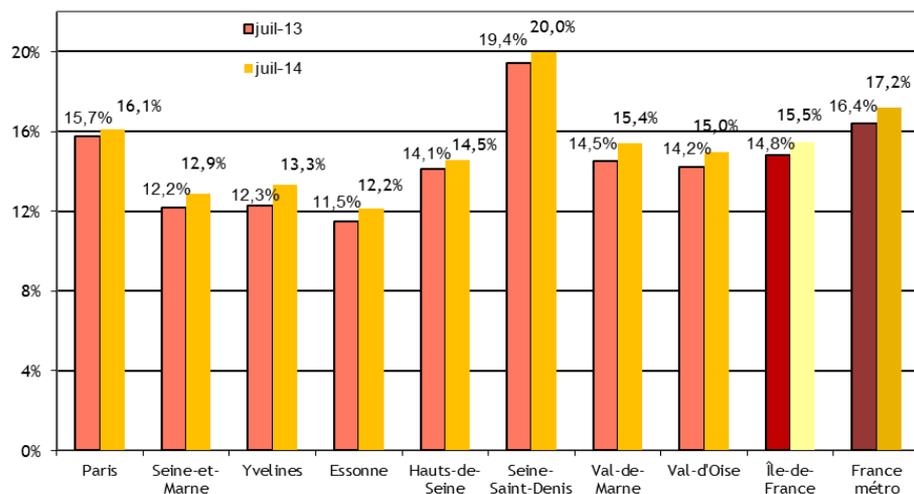
En juillet 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté de +1,3 % en Île-de-France et de +1,4 % en France métropolitaine.

En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée est en hausse de +11,8 % dans la région. Sur la même période, la hausse du nombre d'inscrits depuis moins d'un an est de +3,0 %.

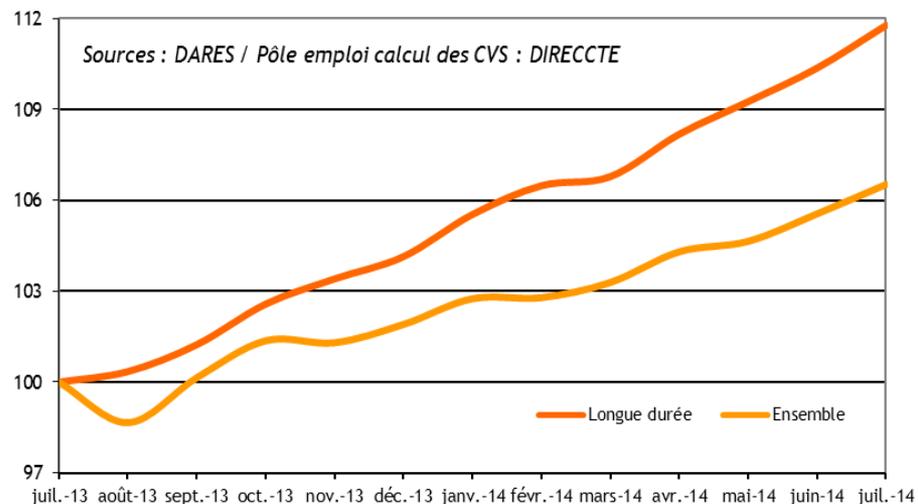
La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint 42,0 %.

15,5 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, soit +0,7 point en un an. Cette part continue d'augmenter dans tous les départements franciliens, ainsi qu'au niveau national.

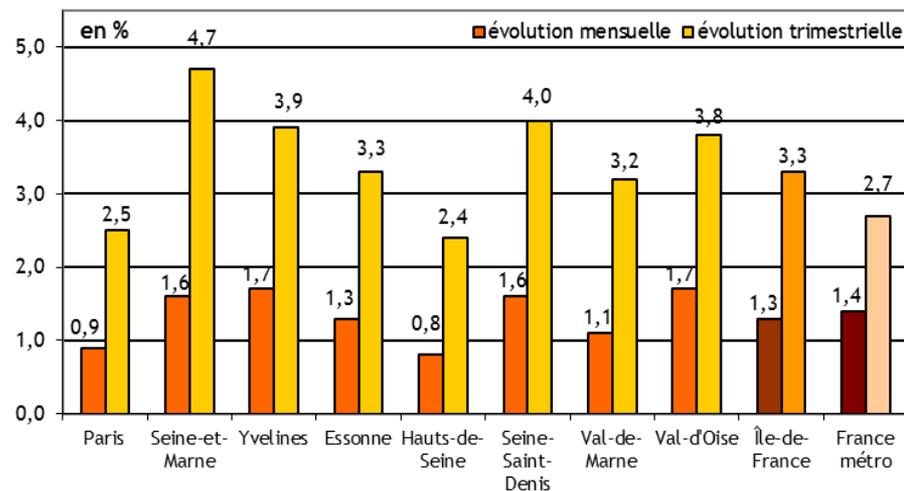
Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2013)



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

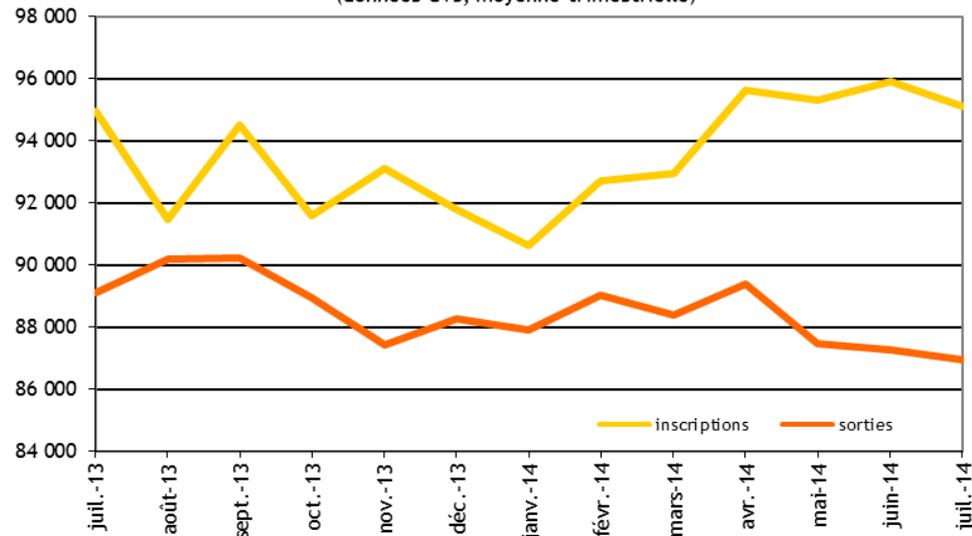


Les entrées et les sorties à la fin du mois de juillet 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

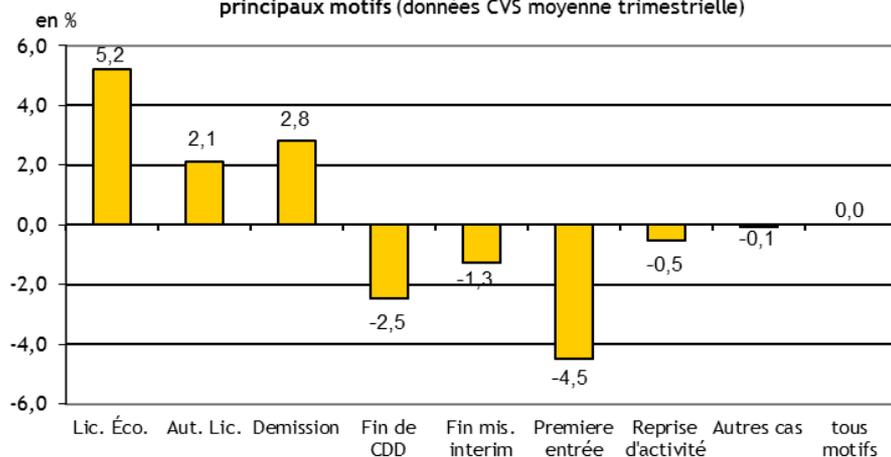
- En juillet 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi augmente par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de sorties augmente aussi, mais moins fortement.
- En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées et le nombre de sorties connaissent tous deux une légère baisse. Mais l'écart entre le nombre d'entrées et de sorties continue d'être important comme c'est le cas depuis le début de l'année.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, les premières entrées (8 % des motifs d'inscription au total) baissent fortement. En revanche, les entrées pour licenciement (15 % des motifs) enregistrent une hausse importante.
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 49% des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) diminuent légèrement. Les radiations administratives (10 % des motifs) ont quant à elles connu une très forte baisse.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

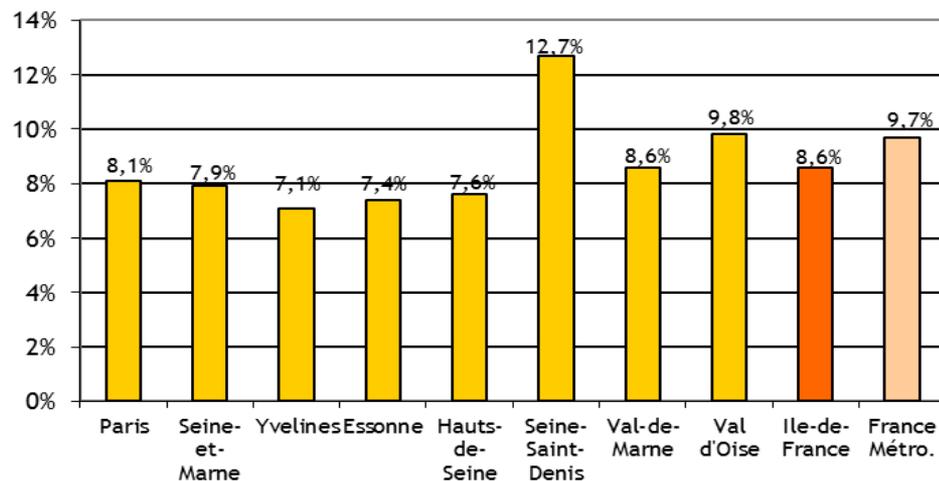
□ Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au dernier trimestre 2013. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste inférieur de 1,1 point au taux national (hors DOM).

□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage a très peu varié dans les départements franciliens. Il augmente de +0,1 point dans les Yvelines, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis, et demeure stable dans le reste de la région.

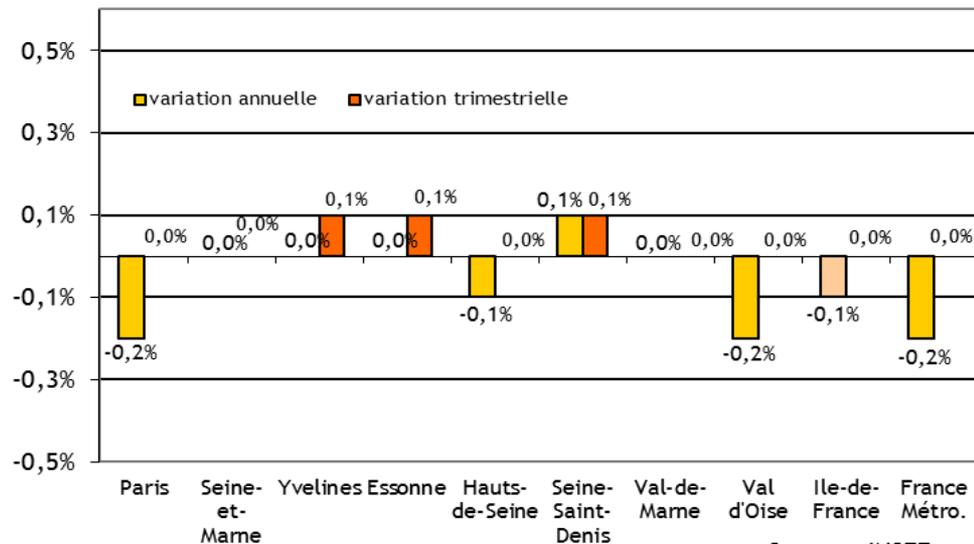
□ Sur un an, seule la Seine-Saint-Denis voit son taux de chômage augmenter légèrement, de +0,1 point.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

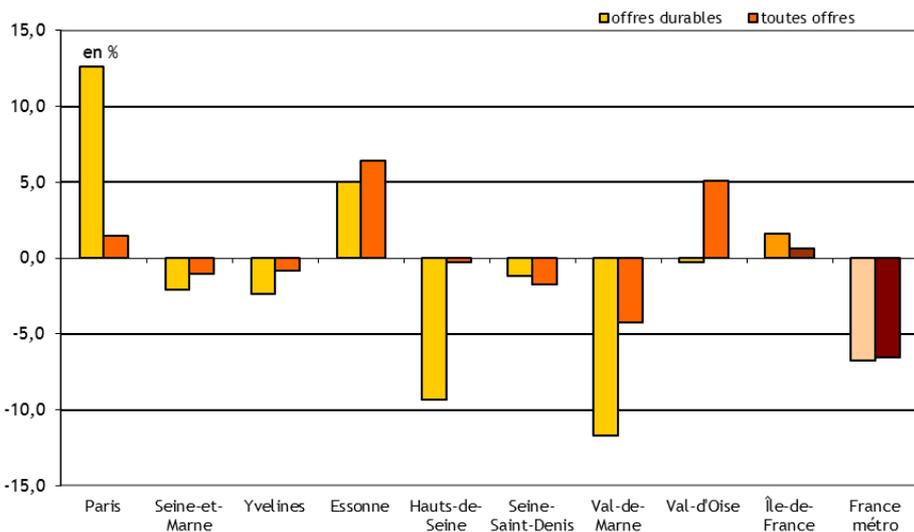
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juillet 2014

En juillet 2014, 46 040 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 26 300 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Comme au mois dernier, le nombre d'offres durables continue d'augmenter.

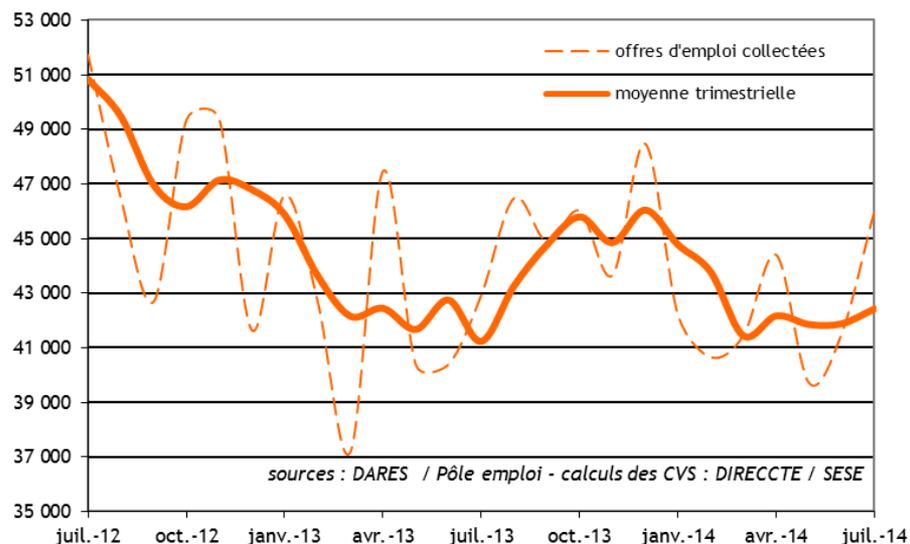
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente légèrement. Cette hausse est attribuable aux offres d'emploi durables, alors que les offres non durables ont légèrement baissé sur la même période.

En France métropolitaine, la baisse importante des offres d'emploi touche à la fois les offres durables et non durables.

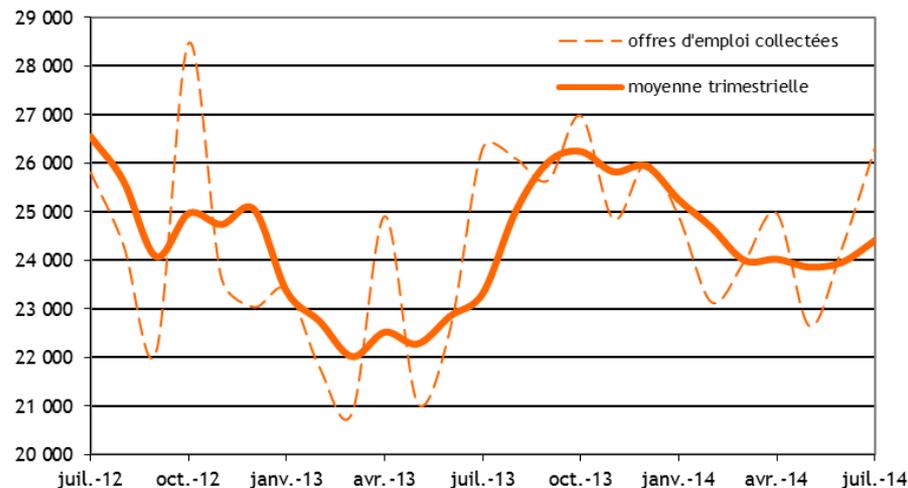
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis juillet 2012 (données CVS)



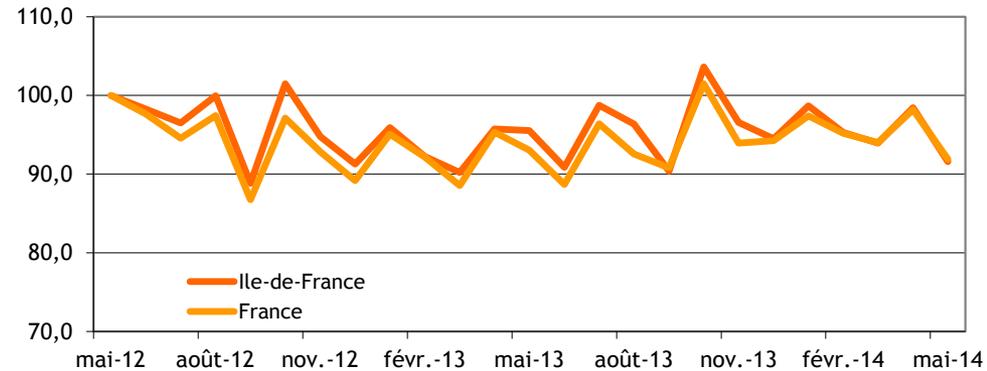
Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis juillet 2012 (données CVS)



L'intérim à fin mai 2014

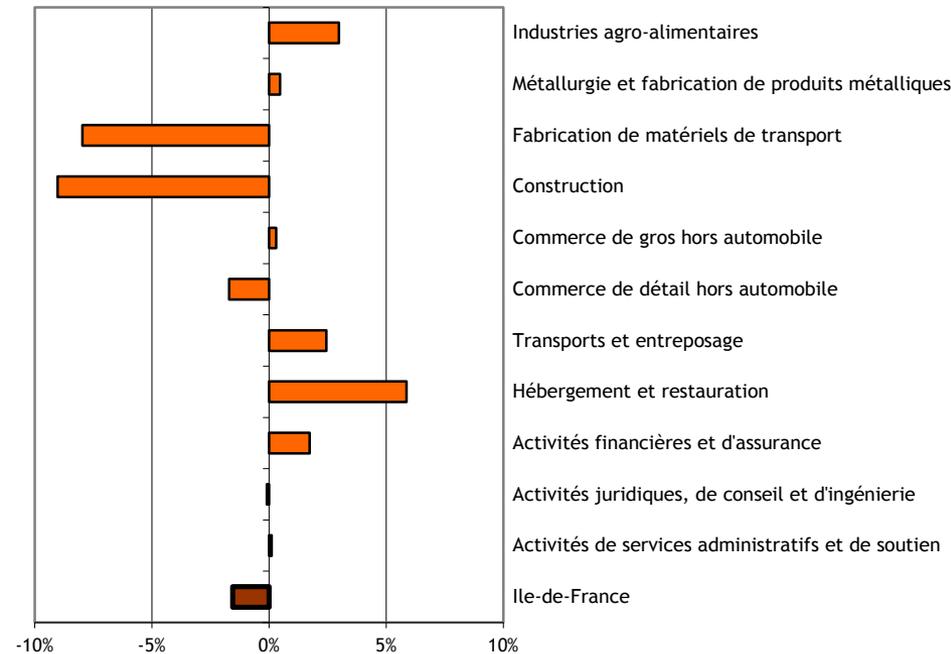
- ❑ En Île-de-France, 263 750 contrats d'intérim ont été signés au mois de mai 2014, soit une moyenne journalière de 87 900 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).
- ❑ Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP ont diminué par rapport au mois précédent. En moyenne sur les trois derniers mois, l'intérim enregistre également une baisse : -1,5% par rapport aux trois mois précédents.
- ❑ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en net repli : -2,6% ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la fabrication de matériels de transport (-8,0%), après un début 2014 en légère hausse.
- ❑ Comme depuis le début de l'année, l'intérim dans la construction enregistre un recul, après une année 2013 en forte hausse (-9,0% sur les trois derniers mois, en données CVS).
- ❑ Seul le tertiaire est en hausse (+1,3%), avec des différences suivant les principaux secteurs : des hausses dans l'hébergement et restauration, le transport et entreposage et les activités financières (resp. +5,9%, 2,4% et 1,7%) et une baisse dans le commerce de détail (-1,7%). Les autres principaux secteurs du tertiaire se stabilisent.

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP
(données CVS/CJO - base 100 à fin mai 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

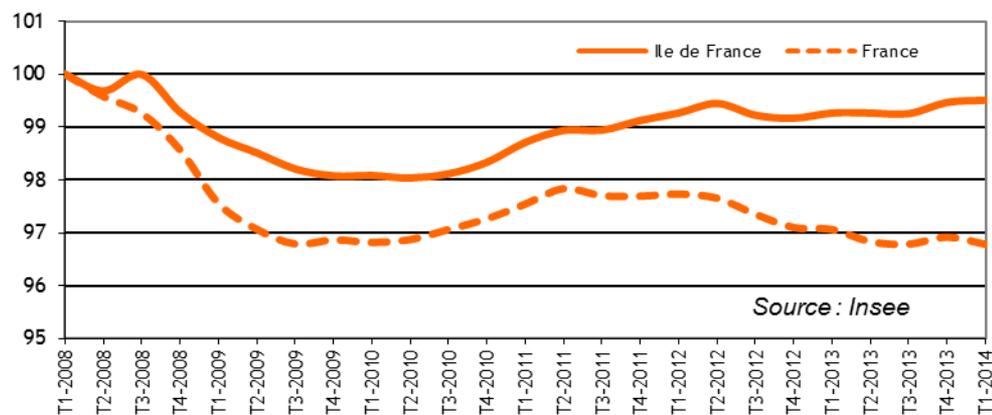
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP
par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 281 502	7 678	0,6	11 867	0,9
Seine-et-Marne	300 904	-178	-0,1	-1 205	-0,4
Yvelines	367 103	-6 144	-1,6	-6 628	-1,8
Essonne	300 164	1 251	0,4	2 600	0,9
Hauts-de-Seine	814 377	-1 021	-0,1	-572	-0,1
Seine-Saint-Denis	394 470	588	0,1	4 777	1,2
Val-de-Marne	356 304	410	0,1	587	0,2
Val-d'Oise	262 261	-885	-0,3	-1 486	-0,6
Ile-de-France	4 077 085	1 699	0,0	9 940	0,2
France métropolitaine	15 432 600	-21 800	-0,1	-44 600	-0,3

Source : Insee

Après une légère augmentation au dernier trimestre 2013, le nombre d'emplois salariés au premier trimestre 2014 a peu évolué en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+1 700 emplois, soit +0,0 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il baisse de -0,1 %.

Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,2 %, alors qu'il a diminué de -0,3 % en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différentes au premier trimestre. L'emploi salarié marchand augmente nettement à Paris (+0,6 %, plus de 7 000 postes gagnés) et en Essonne (+0,4 %, soit plus de 1 000 postes). Dans le même temps, les Yvelines perdent plus de 6 000 postes (-1,6 %).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très disparates selon les départements, mais qui vont globalement dans le sens des évolutions de ce trimestre. Paris, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis enregistrent un gain de postes par rapport au premier trimestre 2013. En revanche les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne enregistrent une diminution de l'emploi salarié marchand.

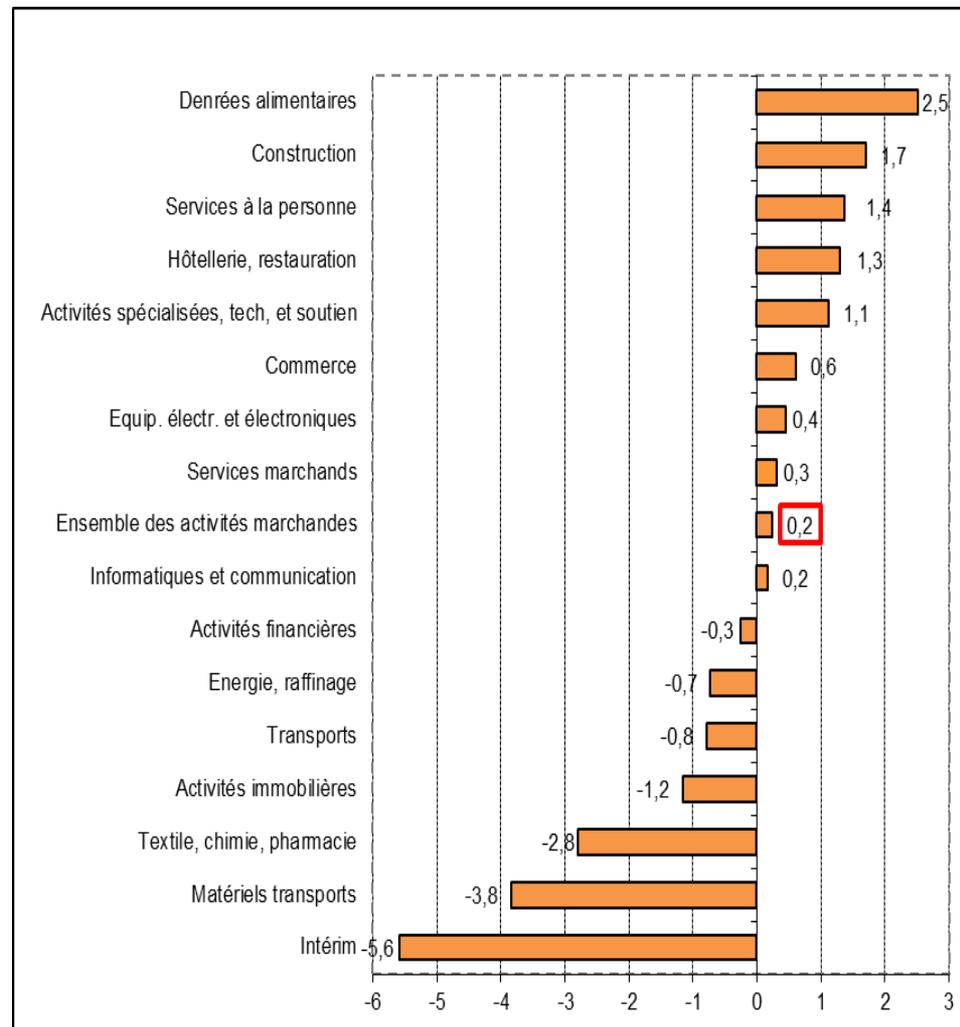
L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

❑ Au premier trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie baisse à nouveau légèrement en Île-de-France (-0,2 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans le secteur du commerce (+0,4 %) et très légèrement dans celui de la construction (+0,1 %). Dans les services marchands, l'emploi reste stable.

❑ En un an, la construction a créé plus de 4 500 emplois dans la région (+1,7 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 4 000 emplois (+0,6 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec un peu moins de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an). En son sein, le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perd 5 000 emplois et celui des matériels de transports perd 3 000 emplois.

❑ Les services marchands ont gagné 8 000 emplois (+0,3 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 9 800 postes ont été créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 5 300 postes pendant le seul premier trimestre 2014. A l'inverse, l'intérim perd 4 800 emplois sur un an, du fait d'une forte perte de 6 200 emplois au premier trimestre 2014. L'hôtellerie et restauration et les services à la personne gagnent respectivement 3 700 et 3 300 postes. Le secteur des transports enregistre une baisse de 2 900 postes.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en juillet 2014

En juillet dernier, 87 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est faible en raison notamment de l'absence temporaire de données pour le département des Yvelines.

Elles correspondent à 239 274 heures de travail autorisées à être chômées.

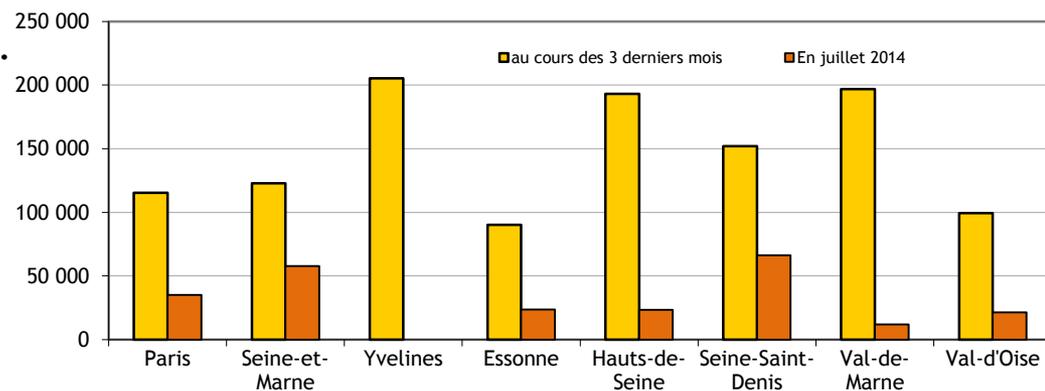
Les départements de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne concentrent 52 % des heures demandées ce mois-ci dans la région.

Paris est le troisième département le plus concerné avec 15 % des heures demandées dans la région.

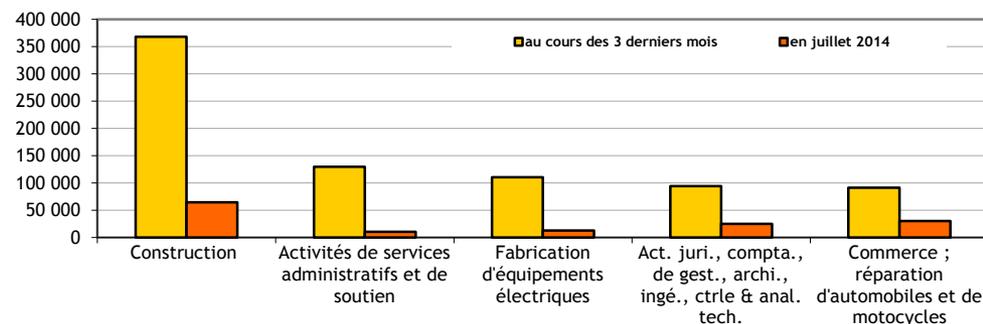
Le secteur de la construction a demandé 67 787 heures réparties en 23 demandes ce mois-ci, confirmant les très fortes demandes enregistrées les mois précédents.

Le secteur du commerce a obtenu des autorisations pour près de 30 000 heures. La majorité de ces heures concerne le commerce de gros.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en juillet	87	19	14		13	11	13	9	8
cumul 2014	864	450	102	113	104	95	92	82	126
Heures associées en juillet	239 274	35 004	57 686		23 590	23 494	66 212	11 940	21 348
cumul 2014	3 747 356	770 456	328 173	625 639	376 934	534 396	254 162	411 099	446 507
Salariés concernés en juillet	689	74	128		68	127	102	34	156
cumul 2014 (sans doubles comptes)	11 905	1 585	945	3 571	1 581	1 930	581	747	965

Les procédures de licenciement collectif en juillet 2014

En juillet 42 procédures concernant 1 642 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.

Ce chiffre est inférieur à la moyenne constatée ces 12 derniers mois.

Parmi ces emplois, 374 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

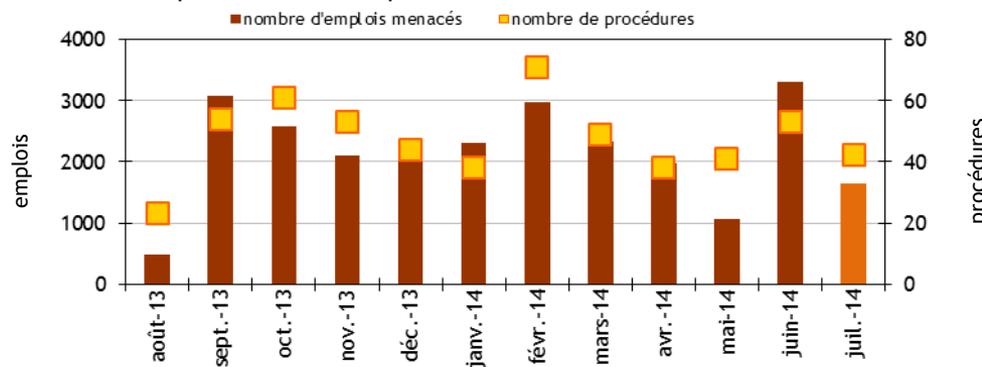
Le département le plus affecté est celui des Yvelines avec 1 emploi local menacé sur 1 000. Toutefois, la grande majorité des emplois menacés sur le territoire sont concentrés dans l'établissement d'une entreprise de commerce de gros de sucrerie.

A l'inverse, les deux départements les plus préservés sont Paris et l'Essonne, avec seulement 0,1 emploi local sur 1 000 menacé, les autres départements se situent entre ces deux bornes.

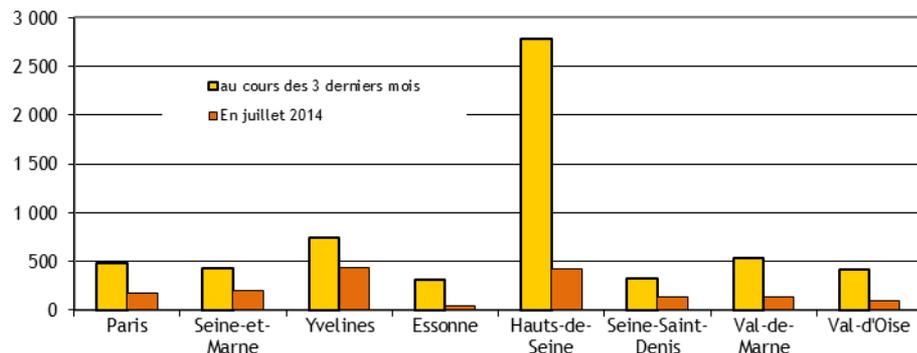
Le secteur le plus affecté au regard du volume des emplois existants est l'imprimerie. Le secteur de l'édition est lui aussi en difficulté.

Le deuxième secteur le plus affecté proportionnellement à ses effectifs est la fabrication de matières plastiques.

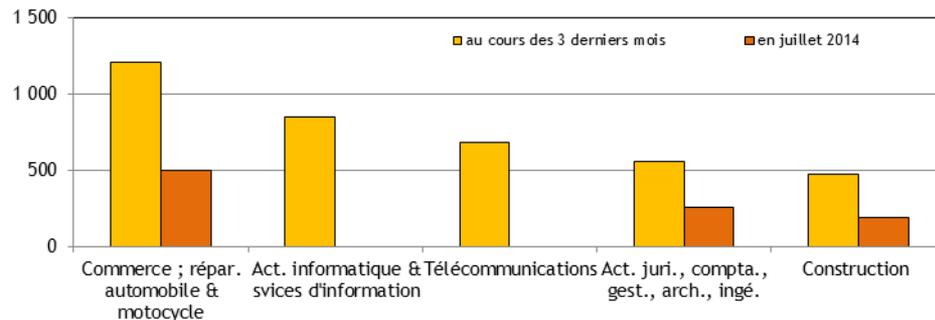
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en juillet	42	6	9	4	1	9	5	5	3
cumul 2014	332	56	43	27	26	82	26	41	31
Salariés concernés	1 642	173	197	436	48	423	134	133	98
cumul 2014	15 593	2 535	865	1 287	1 071	4 907	2 277	1 303	1 348